

Interview de Charles Rutten: l'association des PTOM à la CEE (La Haye, 29 novembre 2006)

Source: Interview de Charles Rutten / CHARLES RUTTEN, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- La Haye: CVCE [Prod.], 29.11.2006. CVCE, Sanem. - (04:15, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_charles_rutten_l_association_des_ptom_a_la_cee_la_haye_29_novembre_2006-fr-c54230df-3e4f-4248-997c-07134ea602fb.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Charles Rutten: l'association des PTOM à la CEE (La Haye, 29 novembre 2006)

[Étienne Deschamps] Comment les Pays-Bas réagissaient-ils à ces revendications belgo-françaises en ce qui concerne l'outre-mer?

[Charles Rutten] La première réaction était négative. Nous sortions en ce moment justement de nos problèmes coloniaux, l'accord avec l'Indonésie venait d'être conclu sur l'indépendance de l'Indonésie. Nous prévoyions que des problèmes similaires allaient se développer en Afrique et nous ne voulions en aucune condition être mêlés dans des discussions de décolonisation en Afrique.

Les Allemands avaient la même position aussi: c'était «non». On était bien prêts à des accords sur les relations économiques, peut-être aussi à des accords sur une certaine aide financière, mais toujours limités dans le temps, pour pouvoir renégocier ces accords. «Ça – à Venise, les Français avaient dit –, nous voulons que la Conférence s'en occupe dès le début.» Ça n'a pas été le cas, parce que les Français et les Belges ne venaient pas avec des propositions.

Apparemment, il était très difficile à Bruxelles et à Paris de se mettre d'accord sur ce qu'on demanderait exactement comme type de relation des territoires d'outre-mer. Il ne faut pas oublier qu'à ce moment-là, les territoires d'outre-mer étaient encore des colonies, dans le sens classique du mot. À un certain moment, il est vrai que la France proposait l'«Union française», qui inclurait tous ces territoires, mais en fait ils resteraient tout à fait dépendants de la France.

En Belgique, les esprits n'avaient pas encore mûri sur l'avenir du Congo et, quand on discutait de ce problème, c'était encore le Congo, colonie belge. Alors, il y a eu la conférence de Matignon, les Français ont dit: «Écoutez, ceci est tellement tentant pour nous, c'est essentiel – c'est le dernier point qui restait pratiquement – et il faut faire quelque chose, sinon il n'y aura pas de traité.» Il y avait la réunion de Matignon, où Guy Mollet, à ce moment-là, était Premier ministre et là, sous cette pression, et parce que les autres gouvernements voulaient quand même, maintenant qu'on était pratiquement à la fin de la négociation, on voulait aboutir, on voulait procéder à la conclusion du traité. Et sous cette pression politique, à la fin, il y a eu un accord à Matignon sur l'Association des territoires d'outre-mer, mais avec... – enfin, le principe de l'accord était sans limites – mais tous les cinq ans je crois, si je me rappelle bien, il y aurait une révision du contenu. Ça permettrait alors de renégocier éventuellement le contenu et la forme, etc. Mais le principe était acquis. Eh bien, ça, c'était le point final de la négociation et ça permettait donc de procéder à la préparation de la conclusion et à la signature à Rome.